Constitution, sans cesse attaquée, livrée à des pouvoirs au moins tièdes à son égard, et si peu protégée, repousse cependant toutes les tentatives hostiles. Il semble que, toutes les fois qu'un parti s'élance pour l'attaquer, la majorité du peuple français se lève derrière elle et contraigne cet ennemi téméraire à se retirer plein d'épouvante. On la menace de loin, et l'on ne veut ou l'on n'ose pas la détruire. Il y a, dans une telle conduite, une inconséquence signalée. Puisque l'on reconnaît que la Constitution est la garantie nécessaire du repos public et la barrière contre des excès de toute nature, il faudrait au moins la respecter sous ce rapport, et ne pas permettre, et même ne pas partager ce concert d'invectives qui tendent à l'avilir. Si la stabilité est notre premier besoin, il faudrait asseoir là la stabilité comme sur une base définitive, au lieu de la présenter sans cesse comme quelque chose d'éphémère qui tombera demain pour faire place à l'on ne sait quoi. Mais cette inconséquence est celle des partis politiques ; ils trouvent que c'est bien assez de subir la Constitution, sans encore l'honorer. Nous, amis de la Constitution, prenons les invectives des partis pour un aveu de leur impuissance, et laissons-les calomnier notre flambeau, pourvu qu'il ne cesse pas de nous guider !

MIR.